

Pourquoi les Italiens maudissent l'Europe

xerficanal-economie.com/ensavoirplus/Alexandre-Mirlicourtois-Pourquoi-les-Italiens-maudissent-l-Europe_j3746285.html



★ Alexandre Mirlicourtois

10/09/201804:02

Présentation



Soixante ans après la signature du traité de Rome, l'Italie, le pays parmi les plus europhile de l'Union est dirigé par deux partis extrêmes dont l'unique point de ralliement est le rejet de l'Europe. La crise migratoire attise cette hostilité. Dans un pays plus habitué à l'émigration qu'à l'immigration, l'arrivée de 369 000 demandeurs d'asile entre janvier 2015 et juin dernier a mis le feu au débat publique même si rapporté à la population cela reste très faible, 0,6%. Un effort d'accueil bien plus limité que ceux réalisés par la Suède, la Hongrie, l'Allemagne ou la Grèce et inférieur à la moyenne européenne.

Une économie en déliquescence

Si la question des migrants a été le détonateur, c'est bien la déliquescence de l'économie italienne qui est au cœur du désamour avec l'Europe. En fait, l'économie italienne est malade depuis longtemps. En 2017, elle n'avait toujours pas retrouvé son PIB par tête d'avant crise. Des cinq plus grandes économies européennes, c'est la seule. L'Espagne y est parvenue l'an dernier, la France et le Royaume-Uni un peu avant, l'Allemagne bien avant dès 2010.

Mais limiter l'analyse à la période post-récession est trop réducteur. Pour le comprendre, il faut d'abord bien mesurer l'effort réalisé par les Italiens pour intégrer l'euro. Car c'est bien aux forceps que l'Italie est entrée dans la monnaie unique, aux prix notamment d'une réduction drastique de son

déficit public passé de 10% du PIB en 1993 à 3% en 1997. Une réduction chèrement acquise, c'est-à-dire à force de coupes claires dans les dépenses publiques dont le poids perd 7 points de PIB sur la même période et de la montée de la pression fiscale.

Outre son coût, l'entrée dans la monnaie unique s'est révélée être aussi en partie un piège pour les entreprises italiennes. Il faut revenir à l'ADN même du modèle italien qui a fait son succès dans les années 80-90. Un modèle articulé autour de quatre clés de voute : salaires bas, monnaie faible, politique industrielle pilotée par l'Etat, dynamisme des PME notamment dans les secteurs traditionnels du textile, de la chaussure, du cuir, du meuble, du bois mais aussi de l'industrie mécanique. Or, l'Italie a été attaquée sur chacun de ces points. Profitant d'une armée de réserve dans le Sud, très agraire, l'industrie au nord s'est développée au prix de salaires écrasés dont la hausse a été beaucoup moins rapide que la productivité. C'était la première source de la compétitivité transalpine, aujourd'hui complètement épuisée.

Pire, la productivité est *flat* depuis plus de 15 ans et l'Italie est incapable de procéder aux investissements nécessaires pour inverser la tendance. Car si longtemps la Lire a été une arme elle ne l'est plus : la dérive inflationniste suivie d'une dévaluation de la monnaie n'est plus dans la boîte à outil depuis l'euro.

Les plans d'austérité s'enchainent

L'État italien a longtemps été à la manœuvre dans la sidérurgie, la construction navale et le ferroviaire. Des secteurs structurant et des filières d'entraînement qui sous pression européenne ont été privatisées, parfois passées sous pavillons étrangers et le plus souvent en perte de vitesse. Enfin, il reste le tissu de PME. Et ce tissu s'est fait en partie balayé par la concurrence des pays à bas coût depuis le début des années 2000 avec notamment la déferlante

venue d'Asie, mais c'est aussi la concurrence de plus en plus rude avec les PECO. Et c'est sur cette base déjà fragilisée que survient la pire récession depuis la 2nd guerre mondiale, une récession qui balaie tout d'autant plus que sous pression allemande notamment, l'Italie est contrainte d'empiler les plans d'austérité : avec pêle-mêle hausse de la TVA, durcissement du régime de retraite, coupe dans les dépenses publiques. Cela a certes permis de revenir très vite dans les clous de Maastricht mais au prix d'une grande casse sociale : avec un risque de pauvreté en hausse, qui se rapproche de 21%, un record sur les 10 dernières années qui place l'Italie dans le peloton de tête des principales économies européennes.

L'Italie appartient à ce groupe de pays qui sacrifient l'investissement pour entrer dans l'euro, sont piégés dans une dynamique de déclin. Et l'on comprend mieux qu'une part croissante de la population cherche à s'affranchir du carcan qui les étouffe.